

Interview de Catherine Lalumière: l'accord de Schengen (Paris, 17 mai 2006)

Source: Interview de Catherine Lalumière / CATHERINE LALUMIÈRE, Étienne Deschamps, prise de vue : François Fabert.- Paris: CVCE [Prod.], 17.05.2006. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:07:52, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_catherine_lalumiere_l_accord_de_schengen_paris_17_mai_2006-fr-d0936e2b-9aaa-4e75-8a9e-5d985d4a7d43.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Catherine Lalumière: l'accord de Schengen (Paris, 17 mai 2006)

[Catherine Lalumière] En fait, toutes ces mesures qui devaient faciliter le passage des frontières par les gens, par les personnes physiques, et qui étaient des mesures fortement demandées par le président de la République... François Mitterrand avait bien compris que ce franchissement des frontières pour les gens, c'étaient des mesures concrètes, et si on arrivait à franchir les frontières sans avoir à faire toutes les formalités, les contrôles, etc., ce serait perçu comme un très bon point en faveur de l'Europe. Donc, il y attachait beaucoup d'importance.

Mais au ministère de l'Intérieur, ce n'était pas la réaction. Et ça j'ai vraiment le souvenir – surtout à propos de Schengen, mais c'était valable aussi pour le passeport – de tous les arguments négatifs qui étaient développés par les fonctionnaires de l'Intérieur. Et je me rappelle, dans les négociations qui ont précédé Schengen, un jour, j'étais allée, je ne sais plus si c'était à Luxembourg ou à Bruxelles..., et c'était un train pas du tout confortable, ce n'était pas du tout un TGV, un Thalys, etc., ça n'existait pas, c'était un train. Et j'étais là, avec des membres de mon cabinet et des fonctionnaires de l'Intérieur. Et pendant tout le trajet, ces fonctionnaires essayaient de me freiner dans mes ardeurs à conclure l'accord. Et ils me disaient: «Mais vous ne vous rendez pas compte, il sera impossible de contrôler ceci, impossible de contrôler cela...», enfin, etc., etc. J'étais obligée de les écouter, mais en même temps, j'avais l'impulsion politique de l'Élysée et puis mes propres convictions. Alors je disais: «Oui, bien sûr, ça va compliquer les choses, mais on ne peut pas rester *ad vitam eternam* avec ces contrôles qui sont quand même anachroniques.»

Mais vous n'imaginez pas les résistances qu'il y avait. Sans compter d'autres résistances qui venaient alors du ministère de l'Économie et des Finances, via la douane. Car les douaniers, évidemment, c'est leur travail et ils estimaient que c'était leur gagne-pain qui était en cause. Donc, là aussi, il y avait beaucoup de résistance.

Donc, à propos de ces deux dossiers, que je relie, Schengen et le passeport européen, il y a eu dans les administrations de très grandes résistances. Et, est-ce qu'il y avait un soutien de la population? Pas vraiment, parce que les gens ne se rendaient pas compte à quel point ce serait facile et agréable de lever ces contrôles aux frontières. Les gens étaient pour, si vous voulez, mais il n'y avait pas vraiment...

[Étienne Deschamps] ...d'enthousiasme populaire, de ferveur...

[Catherine Lalumière] Il fallait une volonté politique. Au sommet de l'État, elle existait, cette volonté politique. Et puis, ces fonctionnaires qui étaient vraiment très, très...

[Étienne Deschamps] Qui avaient d'excellentes raisons, a priori, à ne pas signer et à ne pas conclure.

[Catherine Lalumière] Tout à fait, de dire: «Ce n'est pas possible, vous ne vous rendez pas compte, ça va être des conséquences épouvantables, on va le regretter,...» Enfin, tout quoi...

[Étienne Deschamps] Et comment expliquez-vous le fait que cet accord – l'accord de Schengen, que vous avez signé en 1985 – ait été négocié et finalisé en dehors du cadre communautaire?

[Catherine Lalumière] Eh bien, les réticences dont je viens de vous parler, elles n'étaient pas que françaises. Là, elles étaient dans plusieurs pays et en réalité, à un moment donné, on s'est retrouvé devant cette situation: si on veut un accord, il faut éviter de mettre tout le monde dans le coup parce qu'on savait qu'il y avait des pays qui ne l'acceptaient pas. Ce n'était pas mûr. Alors, on a dit: «Bon, on va faire un accord partiel entre ceux qui veulent».

Et ça encore, c'est la volonté politique, celle de dire: «Bien sûr, ce n'est pas la solution idéale, bien sûr ce serait mieux que ce soit un accord communautaire, mais il vaut mieux commencer à quelques-uns plutôt que de ne rien faire». Alors on s'est retrouvé et ça c'était quand même assez folklorique... Ces accords de Schengen, je pense qu'il y a des tas de gens qui se disent «pourquoi Schengen?» Alors, Schengen est un petit village, c'est un tout petit village. Et même, la signature n'a pas été donnée sur la place du village, elle

a été donnée sur une péniche qui flottait sur l'eau.

Alors, tout ça pourquoi? On était sous présidence luxembourgeoise. Elle commençait, puisque ça a été la présidence du deuxième semestre de 1985. Et les Luxembourgeois avaient trouvé que cet accord partiel, qui n'était pas communautaire, ce serait bien de le signer dans un lieu symbolique, à la frontière de trois pays: le Luxembourg, l'Allemagne et la France. Et il y a là un confluent de rivières et les frontières sont pratiquement connexes, là, dans ce coin du petit village de Schengen. Et c'est pourquoi on nous a mis sur l'eau, comme ça on était un petit peu... je ne dirais pas que c'était extraterritorial, mais c'était symbolique sur cette péniche, où il faisait d'ailleurs une chaleur de fous. Parce qu'au mois de juin il faisait très beau, on avait chaud, on a eu un très bon repas, on était un peu dégoulinants, ça c'est vrai, et on a signé cet accord de Schengen dans ce lieu symbolique.

Et ce souvenir pittoresque, parce que ça avait un côté «partie de campagne» – on était tous là et tous ceux qui signaient étaient heureux – c'était un progrès. Mais on n'avait pas quand même mesuré – en tout cas, moi je ne l'avais pas mesuré – les conséquences de Schengen. On voyait bien, ça on le voyait très clairement, le progrès, l'ouverture des frontières, la suppression des contrôles. Cet aspect-là, on l'avait vu, on avait négocié pour ça, on signait pour ça, c'était clair.

Ce qu'on n'avait pas vu, ce que je n'avais pas vu, c'est l'outil-forteresse que Schengen risquait d'avoir. Et, regardez aujourd'hui, les frontières de Schengen sont perçues par les pays extérieurs comme les frontières d'une forteresse. Et ce n'était pas dans les intentions des signataires. C'était l'ouverture, l'ouverture, l'ouverture, un progrès dans l'ouverture; l'aspect fermeture vis-à-vis de l'extérieur, vis-à-vis des migrants, vis-à-vis des gens qui veulent venir à l'intérieur de la forteresse, ça on ne l'avait pas mesuré. En tout cas, on ne l'avait pas souhaité.